

## **MOTION DES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES DU NORD ET DU PAS DE CALAIS**

Lille, le 16 mars 2009

Les élus socialistes contestent une nouvelle fois la suppression, annoncée et confirmée pour la rentrée 2009, de plus de 650 emplois dans les établissements scolaires, écoles, collèges et lycées de l'Académie de Lille. Depuis 2002, **ce sont plus de 4600 emplois qui ont été sacrifiés** alors que **tous les indicateurs sont au rouge : taux de réussite au bac général, technologique et professionnel, nombre de sorties sans qualification et poids de l'illettrisme.**

Ces suppressions de postes, liées aux réformes imposées, ont déjà provoqué de lourdes conséquences pour l'avenir de nos enfants et de notre jeunesse :

- **La remise en cause de l'école maternelle**, alors qu'elle est un outil essentiel pour compenser les inégalités entre les enfants. Ainsi pour la première fois, le taux d'accueil des enfants de moins de 3 ans va passer sous la barre symbolique des 50% !

- **La fragilisation de l'école primaire par le retrait incohérent de moyens vitaux**, notamment ceux des RASED, qui accomplissent pourtant un travail inestimable au profit des enfants. Dans le même temps, les réformes imposées des programmes et de l'organisation du temps scolaire devront être évaluées et repensées.

- **L'abandon des objectifs politiques de l'éducation prioritaire** à travers le renoncement de la logique de territoire et l'ambition d'assurer la réussite pour tous les élèves des collèges. En choisissant d'éclater la carte des ZEP, le ministère a focalisé l'éducation prioritaire sur un petit nombre d'établissements, oubliant les autres qui cumulent pourtant des difficultés socio-scolaires parfois toutes aussi importantes.

- **L'organisation de la pénurie dans les lycées, 370 postes de titulaires et 215 remplaçants (TZR) en moins, qui dégrade les conditions d'accueil et de travail.** La réduction de l'offre de formation des lycées technologiques et professionnels (réforme du bac pro) déstabilise complètement la carte des formations alors que le Conseil régional investit dans les établissements. Ces choix dogmatiques auront des conséquences désastreuses pour les familles et les élèves, rompant avec l'offre éducative de proximité traditionnelle dans notre académie.

- **La limitation du nombre d'adultes dans les établissements.** Après avoir supprimé les emplois-jeunes et les MI-SE, de nombreux assistants d'éducation vont prochainement arriver en fin d'activité puisque les premiers recrutés vont devoir quitter, après 6 années de service, leur fonction. Les besoins sont pourtant toujours aussi importants !

Dans le même temps, la mobilisation légitime des personnels des IUFM et des universités exige que le gouvernement réponde enfin, sur le fond, aux revendications de la communauté éducative. L'enseignement supérieur ne peut rester à la fois le parent pauvre du service public d'éducation et subir des réformes contestables.

Au contraire de la logique gouvernementale, nous demandons :

- Le rétablissement des moyens pour nos territoires de l'Académie, injustement traitée,
- Un moratoire sur toutes les réformes en cours du primaire à l'université (notamment sur l'avenir des IUFM)
- La prise en compte de tous les acteurs d'éducatifs, personnels, parents d'élèves, collectifs, associations et syndicats afin d'entendre leurs besoins et revendications.

**Les signataires de la motion : Alain Cacheux, Michel Delebarre, Bernard Roman, Bernard Derosier, Dominique Baert, Christian Bataille, Jean-Luc Perat, Patrick Roy, Yves Durand, Bernard Frimat, Pierre Mauroy, Paul Raoult, Olivier Caremelle et Gilles Pargneaux.**